Je souscris sans réserve à la tribune publiée par des parlementaires de gauche et du groupe « Renaissance » (macronistes) pour demander la régularisation des travailleurs immigrés qui sont employés dans des « métiers en tension ».

Ce sont des hommes et des femmes qui travaillent dans la restauration, l'hôtellerie, la propreté, l'agriculture, le bâtiment et des travaux publics. Sans eux, notre économie ne fonctionnerait pas, et les activités en cause seraient sinistrées.

Le ministre de l'Industrie, Roland Lescure, l'a dit carrément : « *il n'y aura pas de relance industrielle – a-t-il déclaré – sans recours à l'immigration.* »

Ce qui est proposé est une mesure de bon sens. Elle est demandée par les intéressés, mais aussi par les employeurs !

J'ajoute que le même texte préconise que les demandeurs d'asile bénéficient d'un droit au travail.

En effet, aujourd'hui, un délai de six mois est requis entre leur arrivée en France et l'accès à un hypothétique emploi. Mais en attendant, que peuvent-ils faire ? Comment peuvent-ils vivre ?

Je récusé absolument le discours de la droite qui considère que ces mesures simples, justes, réalistes constitueraient un « appel d'air ». Je dis aux représentants de cette droite : ces femmes et ces hommes sont indispensables puisque nombre de Français ne veulent pas assumer les tâches qu'ils assument. Que proposez-vous ? Rien. Vous jouez sur la peur. C'est une facilité dont usent de manière délétère la droite et l'extrême droite : faire peur avec les étrangers ! Mais c'est absurde. Il y aura toujours des migrations. Et, en l'espèce, elles sont justifiées pour des raisons économiques.

J'en reviens – encore ! – à ce que j'ai dit au Sénat – et j'y tiens – : ces questions liées à l'immigration, il ne faut pas les exploiter, mais les traiter.

Cela vaut aussi pour tous ceux qui, après un exténuant voyage en Afrique, après une traversée de la mer Méditerranée au péril de leur vie, se retrouvent en grand nombre sur l'île italienne de Lampedusa. Il est clair que l'Italie ne peut gérer seule la question de leur accueil. Chaque pays d'Europe doit prendre sa part.

Et l'Europe tout entière doit agir pour mettre fin à cette noria de bateaux de la mort, qui se traduit par environ deux mille êtres humains morts chaque année dans la Méditerranée. Il faudra, à cet égard, revoir le fonctionnement de Frontex, et trouver les moyens de sanctionner enfin les passeurs qui envoient cyniquement ces êtres humains pauvres, misérables, démunis à la mort et mettre fin à leur sordide activité.

Jean-Pierre Sueur

>> [Lire la tribune parue dans Libération du 12 septembre](#)